



Ça vous tente de danser?



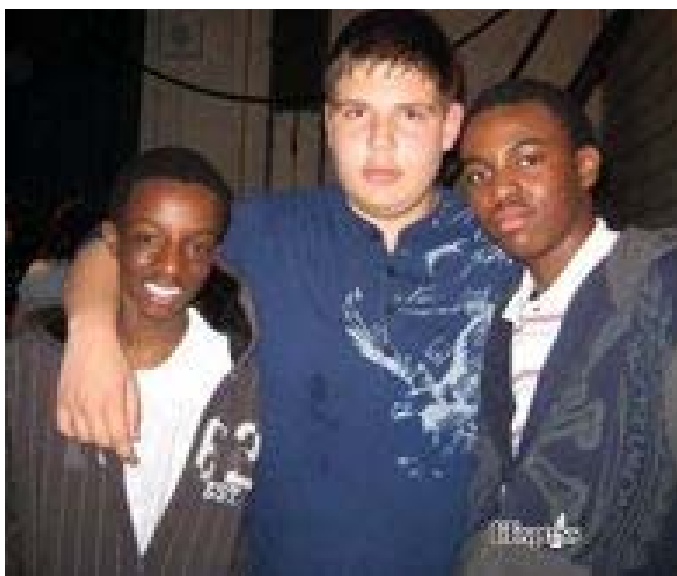
par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 avril 2009 à 0:13

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une compétition du style de So You Think You Can Dance, intitulée Sam'tente de danser, a été organisée pour les élèves de la 7e et 8e année au Collège catholique Samuel-Genest, vendredi dernier. Six numéros ont été présentés. L'activité a été organisée par le conseil étudiant. Des chèques-cadeaux du Centre St-Laurent ont été remis aux gagnants. La grande gagnante, Bianca Masena s'est mérité un chèque-cadeau de 100\$. La seconde place a été décernée à Olivia Chiasson, qui a présenté un numéro de claquette. Elle s'est mérité un chèque-cadeau de 50\$. Pierre Senatus et Gregory Adelson se sont classés troisième et ont présenté un numéro hiphop. Ils ont remporté un chèque-cadeau de 50\$ chacun. Un dîner pizza a été offert aux élèves pour souligner leurs efforts. Une autre activité du genre, cette fois du côté de la chanson, sera organisée à la fin avril ou au début mai.





cyberpresse.ca



Publié le 01 avril 2009 à 23h06 | Mis à jour le 01 avril 2009 à 23h07

La radio de l'UQO veut passer au FM

Le CRTC sert une petite douche froide à la RCFO



Le président de la RCFO, Lucien Bradet
Archives, LeDroit

Patrice Gaudreault
Le Droit

La Radio communautaire francophone d'Ottawa (RCFO) a eu droit à une petite douche froide, hier, lors de la deuxième journée d'audiences du CRTC portant sur l'attribution des deux dernières fréquences disponibles dans la région.

Le président du CRTC, Konrad von Finckenstein, s'est dit « déçu » de leur présentation, qui était à ses yeux « remplie de rêve et de passion », mais manquait par endroits de précisions. La RCFO est au plus fort d'une course à huit pour l'obtention des licences de diffusion aux 99,7 et 101,9 FM.

« C'est certain qu'on est déçus par ses commentaires, a commenté le président de la RCFO, Lucien

Bradet. On espère que ce n'est pas de mauvais augure. »

Le président du CRTC a demandé des précisions quant à l'expertise, aux partenaires et aux fonds non-gouvernementaux qui permettront à l'opération de fonctionner. Les commissaires souhaitent en outre savoir en quoi l'offre de Corus - qui promet de verser un demi-million de dollars sur trois ans à la RCFO advenant un scénario où les deux parties obtiendraient leur licence FM - changera le plan d'affaires de la Radio communautaire francophone d'Ottawa

Radio de l'UQO

D'autres requérantes ont pris les blocs de départ, hier, devant le CRTC. Après trois ans de diffusion sur Internet, la radio de l'Université du Québec en Outaouais est déterminée à faire le saut sur la bande FM en faisant du 101,9 le nouveau domicile de RÉÉL-Radio.

« C'est une radio-campus étudiante tournée vers la communauté, dont le but est de servir de tremplin à des jeunes qui veulent entrer dans le métier, résume le directeur de l'information à RÉÉL-Radio, Gerald Chahine. L'objectif est aussi de donner de la visibilité à des artistes émergents, qui ont peu de chances d'être diffusés sur les radios commerciales. On souhaite enfin servir de pont entre les communautés universitaires et francophones. »

RÉÉL-Radio diffuse en continu sur Internet (www.reel-radio.fm), misant sur l'apport d'une équipe de 75 bénévoles et un financement provenant des étudiants de l'université. « L'UQO nous offre dès cet été de nouveaux locaux, plus spacieux, dotés de deux studios de production, ce qui favorisera le professionnalisme de notre programmation », a souligné M. Chahine devant les commissaires du CRTC, ajoutant que le financement de l'antenne a été confirmé par la Table Jeunesse de l'Outaouais.

Des appuis

La Fondation Radio Enfant a témoigné devant le CRTC, hier, afin d'appuyer la demande du groupe Astral Media, qui souhaite diffuser de la musique anglophone pour les femmes de 34 à 55 ans sur les ondes du 99,7 FM. Astral a promis de verser 504 000 \$ sur sept ans à Radio Enfant-Ado, une radio francophone de la région qui pourra compter sur une contribution équivalente du milieu scolaire et communautaire. « Pour nous qui développons les talents des jeunes, l'appui financier qu'accordera Astral Media est vital », a déclaré Patrick Bourbonnais, porte-parole de la Fondation Radio Enfant et du MIFO.

D'autres intervenants ont pris la parole pour appuyer le projet de la Radio communautaire francophone d'Ottawa. C'est le cas du président de l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens, Benoît Mercier, qui voit l'occasion de créer « un sentiment d'appartenance francophone ».

« Le nouveau perron d'église se trouve dans les médias, a renchéri l'animatrice Ginette Gratton, de TV Rogers. Cette licence est un maillon essentiel pour la communauté francophone d'ici. »



La Dictée Richelieu Laporte approche à grand pas



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 avril 2009 à 0:12

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Quelque 30 élèves de la 7e année provenant de six écoles secondaires de la région tenteront de remporter les honneurs lors de la Dictée Richelieu Laporte 2009, qui aura lieu le 18 avril prochain, à La Cité collégiale. Près de 1000 élèves ont écrit la dictée initiale dans leur école. Les cinq meilleurs élèves par école ont été retenus pour participer à la finale.

Les écoles participantes sont De La Salle, Louis-Riel et Gisèle-Lalonde du côté du conseil public ainsi que Samuel-Genest, Béatrice-Desloges et Franco-Cité du côté du catholique. L'École secondaire catholique Garneau devait aussi participer mais s'est désistée à la dernière minute.

La dictée portera sur le thème *La stratégie jeunesse* et sera extraite d'une allocution de la ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur, en décembre dernier. Elle sera récitée par la comédienne Sylvie Potvin.

La dictée, organisée par le Club Richelieu Laporte, en est à sa cinquième édition cette année. L'objectif du Club est de rejoindre tous les élèves de 7e année des écoles secondaires francophones de la région.

Le Club compte ajouter l'École secondaire publique Franco-Ouest, l'École secondaire catholique Barrhaven et l'École secondaire publique Deslauriers l'an prochain.

Un Club Richelieu de l'Ouest de la ville devrait aussi se joindre au Club Richelieu Laporte pour l'organisation de l'événement.

La dictée est adressée aux élèves de la 7e année puisque c'est un niveau qui n'est pas tellement ciblé pour les activités, a constaté le président de la Dictée, Richard Laplante, directeur à la retraite.

«Très souvent, par expérience, ce sont surtout les élèves de 6e année qui sont visés. On essaie d'aller chercher les jeunes», explique-t-il.

La dictée a également pour but d'encourager les élèves à améliorer leur français écrit et de promouvoir la langue française dans le cadre de la Semaine de la Francophonie.

Trois prix seront décernés, soit 300\$ pour la première place, 200\$ pour la seconde et 100\$ pour la troisième.

Ces prix sont attribués grâce à la participation de nombreux commanditaires tels le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), La Cité collégiale, l'Université d'Ottawa et de nombreux commerces et entrepreneurs de la région.

Le concours d'affiches était aussi de retour cette année. Les élèves étaient invités à produire un dessin pour l'affiche publicitaire du concours l'an prochain. Les gagnants seront dévoilés à la fin du mois.



Les risques d'être enseignant discutés



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 avril 2009 à 0:14

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Coopérative Enseignants Pas à Pas (CEPAP), un regroupement d'enseignants ethnoculturels francophones, tenait une activité pour ses membres intitulé *Boîte à outils*, vendredi dernier, qui avait pour but de les renseigner sur les choses à faire et à ne pas faire en tant que professeur. Les risques du métier sont multiples, soutient le président du conseil d'administration de la coop, Levit Koloko.

«Claudia Guidolin, de notre syndicat, est venu nous parler des rapports avec les élèves et les parents et ce qu'on est supposé faire et ne pas faire», a indiqué M. Koloko.

Mme Guidolin reçoit les plaintes d'élèves, de parents et du conseil scolaire. Elle était tout indiquée pour venir parler du sujet, puisque c'est son lot quotidien, selon M. Koloko.

À son avis, ce sujet n'est pas assez abordé dans les écoles.

«Il s'agit d'un grand manque. À la faculté d'éducation, la formation est extrêmement compressée et ils n'ont pas le temps d'en parler. Même les enseignants avec plusieurs années d'expérience ne savent pas toujours qu'est-ce qui est considéré comme une faute professionnelle», a-t-il expliqué.

Mme Guidolin a aussi parlé du processus d'enquête, de la défense et du processus d'arbitrage.

Une cinquantaine de personnes ont pris part à l'événement, qui était aussi une occasion de réseautage. La formation a été grandement appréciée par les membres et devrait avoir lieu à nouveau d'ici l'an prochain, à leur demande.

Le président du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), Georges Orfali, la présidente du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), Diane Doré, ainsi que la présidente de Parents partenaires en éducation, Geneviève Folliet, ont également



Une cinquantaine de personnes ont pris part à l'événement organisé par la Coopérative Enseignants Pas à Pas (CEPAP). Photo : Gracieuseté de Levit Koloko

pris la parole lors de la soirée.

Le thème des formations est déterminé par le conseil d'administration. Un certain nombre de besoins avaient également été recensés lors d'un forum, à la fin de 2008.

La coopérative, qui a moins d'un an, connaît déjà un grand succès, au plus grand plaisir de Levit Koloko. «Ça dépasse de loin nos espérances», a-t-il fait valoir.

La coop compte offrir des cours de répétition à domicile et un programme de mentorat dès l'an prochain.

Une soirée pour informer les parents au sujet de la toxicomanie aura également lieu, en mai, suivie d'une fête multiculturelle pour célébrer la fin de l'année scolaire en juin, puisque pas moins de neuf nationalités sont représentées dans la coopérative.

La coop est toujours à la recherche de membres. Les personnes intéressées peuvent visiter le www.cepap.org pour obtenir plus de renseignements.



De nouveaux programmes pour rassembler jeunes et aînés



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 avril 2009 à 0:07

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Des jeunes et des aînés seront rassemblés pour la production d'un film sur l'histoire d'Orléans. Ceci n'est qu'un des projets qui sera mis de l'avant par l'Association multiculturelle d'Orléans grâce à un financement octroyé par le gouvernement fédéral.

Le député d'Ottawa-Orléans, Royal Galipeau a fait l'annonce d'un octroi de 24 452\$, le montant exact que l'Association réclamait, vendredi soir dernier.

Le financement provient du programme Nouveaux horizons pour les aînés, qui a pour but de les encourager à jouer un rôle important dans leur communauté.

L'Association multiculturelle d'Orléans a reçu le financement pour son projet *Seniors Community*, qui va rassembler des jeunes et des aînés dans le cadre de plusieurs activités. Outre le film, les projets comprennent aussi un programme de lecture après l'école qui regroupera des jeunes du niveau élémentaire et des aînés, ainsi qu'une classe d'informatique pour les aînés enseignée par des étudiants et bénévoles de la communauté.

M. Galipeau a souligné que le programme a pour but d'encourager les aînés à participer et à partager. En regroupant les jeunes et les aînés, des relations se créent, selon lui.

«Tout le monde devrait avoir la chance de participer et de contribuer», a-t-il fait valoir en ajoutant que ce sont des programmes comme ceux-ci qui font une réelle différence dans la promotion de la participation des aînés.

Une bénévole de l'Association, Toni Francis, qui a rédigé la première demande de subvention, a indiqué que les aînés connaissent souvent les histoires et traditions qui ont forgé qui nous sommes.



Le député Royal Galipeau appose sa signature au bas du chèque de 21 339\$ remis au Rendez-vous des aînés francophones, mardi. Photo : Patricia Lonergan

Elle a ajouté que les résidants doivent démontrer aux aînés combien ils sont appréciés.

Le président de l'Association, Qamar Masood, s'est pour sa part réjoui de l'octroi. Il a expliqué que l'objectif de l'organisme est d'aider la communauté d'Orléans à de mettre sur pied un guichet unique pour les desservir.

M. Masood a indiqué que le choix d'offrir des cours d'informatique avait pour but d'équiper les aînés qui ne sont pas préparés aux avancées technologiques.

L'organisme, né en 2006, avait déjà reçu une subvention de 35 000\$ de la Fondation Trillium dans le but de développer et de lancer des programmes récréatifs et de loisirs pour les aînés de la région ainsi que pour promouvoir l'interaction, réduire l'isolement et augmenter leur indépendance.

Depuis, environ 30 aînés de la région participent aux activités. L'objectif cette année est d'en attirer une centaine, selon M. Masood.

Le conseiller d'Orléans Bob Monette a souligné les accomplissements de l'organisme depuis ses tout débuts ainsi que la tenue d'une foire multiculturelle lors des trois dernières années et de l'organisation d'une quatrième.

«Nous grandissons», a-t-il indiqué en encourageant l'Association à continuer d'aller de l'avant.

Une autre annonce au Rendez-vous des aînés

Mardi, M. Galipeau a procédé à une autre annonce, soit la remise d'un chèque de 21 339 \$ au Rendez-vous des aînés francophones d'Ottawa, toujours dans le cadre du programme Nouveaux horizons pour les aînés. «Le gouvernement du Canada est fier d'aider les aînés à renforcer nos collectivités et à bâtir notre pays, a déclaré M. Galipeau. Ce projet incitera les personnes âgées d'Ottawa à continuer de transmettre leurs compétences, leur sagesse et leur expérience afin d'en faire profiter les autres.»

«Nous apprécions grandement ce geste, a dit le président du Rendez-vous des aînés, Marcel Gibeault. Nous voulons remercier encore une fois M. Royal Galipeau pour sa présence ici cet après-midi, pour son appui et son chèque.»

Avec ce montant, M. Gibeault planifie d'enseigner à plusieurs autres aînés l'art de raconter à leurs petits-enfants, à leurs familles et à d'autres personnes leurs expériences de vie ou les événements historiques qui ont lieu dans leurs communautés et de les filmer pour la postérité. Cette démarche s'inscrit dans le programme *Raconter des époques de notre vie à nos petits-enfants sous le forme d'un conte*.

«Ca permet aux aînés de rester actif à l'intérieur et aux alentours de leur communauté et puisque c'est une activité intellectuelle, ça aide à les garder stimulés mentalement aussi», a expliqué Marcel Gibeault.

Durant un après-midi par semaine, durant 15 semaines, les aînés apprendront diverses techniques du conte oral pour captiver leur auditoire et rendre leurs récits intéressants pour tous les groupes d'âges.

«Les aînés ont tellement de valeurs à transmettre à travers leurs histoires, et en même temps, ça les valorise», a conclu M. Gibeault. **(Écrit avec Sonia Morin)**



cyberpresse.ca

Publié le 01 avril 2009 à 23h45 | Mis à jour le 02 avril 2009 à 07h23

Armer les étudiants pour prévenir les tueries?



Andrew Dysart est en faveur du port d'armes sur les campus universitaires. L'étudiant est ici photographié avec son arme sur le campus de l'Université George Mason, à Fairfax, en Virginie.

Photo AP



Nicolas Bérubé

La Presse

(Los Angeles) John Woods a songé à se munir d'une arme après la tuerie de Virginia Tech. Il étudiait à cette université en avril 2007, quand un tueur y a fauché 32 vies avant de se suicider. Plusieurs de ses amis sont morts ce jour-là, dont sa petite amie, Maxine Shelly Turner.

M. Woods a renoncé à s'armer après avoir réalisé que cela ne préviendrait pas d'autres massacres.

«L'idée d'avoir plus d'armes ne tient pas la route, explique-t-il en entrevue avec La Presse. Il faut prévenir les crimes avant qu'ils ne se produisent.»

Aujourd'hui, John Woods est à la tête d'un mouvement d'opposition à un projet de loi proposé par des

membres de la Chambre de représentants du Texas : autoriser les citoyens à porter une arme sur les campus.

L'idée, présentée par le représentant républicain Joe Driver, vise à permettre aux adultes de plus de 21 ans qui possèdent un permis en règle de porter leur arme sur le terrain des universités du Texas, actuellement considérées «zones sans fusils».

La chance de riposter

Katie Kasprzak, porte-parole d'un groupe en faveur de la proposition, a récemment confié que la mesure était nécessaire en raison de la facilité avec laquelle les tueurs peuvent commettre leurs crimes sur les campus.

«Les gens qui ont un permis d'armes à feu devraient pouvoir avoir leur arme sur eux partout, même sur les campus, a-t-elle dit. Si un tireur devait faire irruption, voudriez-vous être une simple cible, ou avoir une chance de riposter ?»

John Woods croit que cela ne règlera pas le problème. «De tous les survivants de Virginia Tech que je connaisse, aucun n'est en faveur du port d'armes à feu sur les campus. Aucun.»

Une meilleure application des lois sur les armes à feu, ainsi qu'un financement solide des soins psychologiques dans les universités, seraient plus efficaces, selon lui.

«Aujourd'hui, les gens qui ont vécu un traumatisme durant la tuerie de Virginia Tech doivent attendre trois semaines avant de voir un conseiller psychologique. C'est inadmissible.»

Le tueur de Virginia Tech, rappelle Woods, avait lui-même essayé par trois fois d'obtenir des soins de santé mentale. Sans succès.

Et comme il avait des antécédents de problèmes de santé mentale, le tueur, Seung-Hui Chon, n'aurait pas dû pouvoir acheter d'armes à feu. «Il a pu s'acheter des revolvers en mentant sur le formulaire à remplir au moment de l'achat. Cela n'a pas été détecté.»

Abattre sur-le-champ

M. Woods, qui étudie aujourd'hui à l'Université du Texas, à Austin, compte lutter pour que le projet de loi soit abandonné avant de faire l'objet d'un vote à la Chambre des représentants du Texas. Le soutien des étudiants et de différents groupes de sécurité est encourageant, dit-il.

«Au Texas, on pourrait penser que tout le monde est en faveur des armes à feu. Mais l'appui que nous avons est encourageant. Tous les groupes étudiants que nous avons contactés sont contre.»

Durant une audience publique, lundi, plusieurs responsables de la sécurité de différentes universités ont manifesté leur opposition au projet, souligne-t-il.

«Un des policiers présents a dit que les techniques d'entraînement ont changé depuis Virginia Tech. Aujourd'hui, quand un policier voit une personne armée sur le campus, il peut l'abattre sur-le-champ. Les élus ont été étonnés d'apprendre cela. Je n'ose pas imaginer ce qui se passerait dans la tête d'un policier si plusieurs civils étaient armés en tout temps sur un campus. Chose certaine, ça n'augmenterait pas la sécurité.»



Soirée bénéfique pour la Coopérative Ami Jeunesse



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 avril 2009 à 0:15

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La Coopérative Ami Jeunesse tiendra une soirée bénéfique, demain (vendredi), afin de venir en aide aux familles et enfants démunis. En effet, la Coopérative accueille constamment de nouvelles familles et a besoin davantage de fonds pour répondre à la demande.

«Ça grossit tout le temps. On n'a jamais refusé une famille et on est fiers de les aider, mais ça coûte cher», affirme le président d'Ami Jeunesse, Jérôme Tremblay.

Ultimement, celui-ci aimerait obtenir les fonds nécessaires à l'embauche de plus de personnel, puisque les trois employés actuels sont à bout de souffle.

L'organisme peut compter sur les dons de nombreux membres, mais en a toujours besoin de plus. C'est pour cette raison qu'il a repris la formule de la soirée bénéfique, qui était tenue au début des années 2000.

Près de 200 personnes sont attendues lors de cette soirée. Un repas sera servi et les convives auront droit à la musique de Gaëtan Pilon. L'animation sera assurée par Ronald Bisson et un encan silencieux aura également lieu.

La ministre des Services sociaux et communautaires et ministre déléguée aux Affaires francophones, Madeleine Meilleur, sera aussi de la partie pour parler de la stratégie ontarienne pour la réduction de la pauvreté.

La Coopérative venait en aide à environ 200 enfants à ses débuts en 1998. Elle en a aidé 4521 en 2008.

«Sachant qu'un enfant sur cinq vit sous le seuil de la pauvreté, votre générosité est essentielle et grandement appréciée», fait valoir M. Tremblay.

La soirée aura lieu à la Sala San Marco, située au 215, rue Preston, à 18h.

Il n'est pas trop tard pour se procurer des billets. Les personnes intéressées peuvent téléphoner au 613-820-3073. **(K.B.)**

Laissez tomber les frais en trop.

cyberpresse.ca



Publié le 01 avril 2009 à 23h12 | Mis à jour le 01 avril 2009 à 23h15

Augmentation des demandes d'apostasie

Des fidèles déçus quittent l'Église



«Des déclarations de la sorte [de la part du pape] cristallisent souvent les opinions. Ça peut répugner», a affirmé Mgr Roger Ébacher.
Patrick Woodbury, LeDroit



Philippe Orfali
Le Droit

Les archidiocèses d'Ottawa et de Gatineau ont connu une augmentation substantielle des demandes de personnes souhaitant quitter l'Église en mars, un mois marqué par les propos controversés du pape Benoît XVI sur la contraception et par l'excommunication, au Brésil, d'une mère dont la fillette a été violée.

« J'en ai personnellement reçu trois sur mon bureau dans les dernières semaines. Et je sais qu'on en a reçu plus qu'à l'habitude dans les paroisses, a reconnu hier l'archevêque de Gatineau, Mgr Roger Ébacher. Un homme m'a même demandé de l'excommunier. »

L'archidiocèse d'Ottawa n'a pas été

en mesure de fournir des statistiques précises, hier.

« On a reçu quelques demandes récemment, mais nous ignorons la raison pour laquelle ça a été fait », a dit la porte-parole de l'archidiocèse, Ginette Chaumont.

Ces demandes d'apostasie - l'acte par lequel on renonce à la foi catholique - font suite à un mois plutôt mouvementé pour le Vatican.

Benoît XVI a de nouveau causé l'émoi alors qu'il amorçait sa visite en sol africain, il y a deux semaines. Dans l'avion qui l'amenait au Cameroun, le Saint-Père a affirmé que l'on ne pouvait « régler le problème du sida avec la

distribution de préservatifs » et que, « au contraire, leur utilisation aggrave le problème ».

Ces propos ont suscité l'indignation des médecins et spécialistes de la lutte contre le sida, mais aussi dans la communauté catholique, notamment en Europe.

Deux semaines plus tôt, un archevêque brésilien décidait d'excommunier la mère d'une fillette de neuf ans pour avoir demandé son avortement. Violée pendant des années par son beau-père, la fillette était enceinte de des jumeaux. L'équipe médicale ayant pratiqué son avortement, une pratique généralement illégale au Brésil, avait également été excommuniée.

Opinions cristallisées

Mgr Ébacher ne se fait pas d'illusions quant aux causes de cette augmentation des demandes d'apostasie. « Des déclarations de la sorte [de la part du pape] cristallisent souvent les opinions. Ça peut répugner », a-t-il affirmé.

« La foi, c'est la liberté. Je respecte le geste de ces personnes. Cela dit, [les apostates] seront toujours les bienvenus dans l'Église »

Selon le chancelier du diocèse de Montréal, Michel Parent, chaque prise de position controversée du pape ou du Vatican a des « répercussions visibles » sur le nombre de demandes d'apostasie.

Le catéchisme de l'Église catholique déclare que quiconque quitte en connaissance de cause la religion catholique est « en état de péché mortel ».

Pour faire acte d'apostasie, on doit généralement remplir un formulaire disponible à son diocèse. Après une discussion sur les motifs de cette décision, l'Église accède généralement à la demande.

L'argent ne tombe pas du ciel

En cette période de crise tant religieuse que financière, l'archidiocèse de Gatineau lançait hier sa douzième campagne de financement, avec comme objectif d'amasser 1,1 million de dollars d'ici l'automne. Il s'agit du même objectif que l'an dernier, alors que près de 950 000 \$ avaient été amassés.

« Il s'agit d'un grand défi, ne soyons pas naïfs, a reconnu hier Mgr Ébacher. Mais nous avons confiance et nous croyons être en mesure d'atteindre cet

objectif. » La campagne annuelle du diocèse est la deuxième source de financement pour les églises de l'Outaouais, après la dîme.

Sous le thème « Parce que l'argent ne tombe pas du ciel », l'archidiocèse diffusera une série de publicités à la télévision, dans les autobus et dans les journaux hebdomadaires de la région.



cyberpresse.ca

Publié le 01 avril 2009 à 14h01 | Mis à jour le 01 avril 2009 à 14h07

Une université admet 30 000 étudiants par erreur



L'University of California San Diego.
Photo: Getty Images

Agence France-Presse
Los Angeles
Près de 30 000 étudiants, qui avaient reçu une lettre d'admission d'une université californienne, ont sans doute remis en question les facultés de l'administration en apprenant qu'ils faisaient les frais d'une erreur de fichier, selon la presse locale mercredi.

Le *Los Angeles Times* a rapporté que les aspirants étudiants ont été invités à se rendre sur le campus de l'University of California San Diego (UCSD) lundi pour une journée d'orientation, dans un e-mail qui leur annonçait également leur admission. Mais environ deux heures après l'envoi du courrier électronique, un deuxième courriel groupé a été envoyé à 28 000 étudiants afin d'annuler l'invitation.

La responsable des admissions de l'UCSD, Mae Brown, a indiqué au quotidien que l'université s'était mélangée les pinceaux dans ses fichiers et que suite à une «erreur administrative» la lettre avait été envoyée à l'ensemble des 46 000 postulants et non aux seuls 18 000 admis.

«Nous avons eu recours à la mauvaise banque de données», a-t-elle dit. «Nous sommes conscients de l'incroyable souffrance qu'a provoqué ce faux espoir. Ce n'était pas notre intention».

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Teacher wounded in gunfight suffers setback

Valley man placed in second coma for brain operation

BY ANDREW DUFFY, WITH FILES FROM CASSANDRA DRUDI, THE OTTAWA CITIZEN APRIL 2, 2009

With his wife and daughters at his bedside, former Ottawa Valley teacher Dennis Spencer is spending his 59th birthday today in a medically induced coma after a second brain operation to relieve a build-up of pressure inside his skull.

Spencer was shot Friday night during a gunfight between rival gangs in San Pedro Sula, a city in northern Honduras, where he has worked for the past four years.

Doctors at Cemesa Hospital had started to wean Spencer from coma-inducing sedatives Tuesday in order to better assess his brain injury.

But it became apparent by Wednesday morning that Spencer's condition had deteriorated due to a build-up of fluid in his brain.

Sedatives were re-administered and Spencer was readied for afternoon surgery, which lasted a little over three hours.

"They've removed the dead brain cells," said Ron Vair, superintendent of the school where Spencer works as a principal and teacher.

"He made it through surgery and they have to wait and see what damage is done when he wakes up."

Doctors had originally anticipated removing part of Spencer's skull to relieve the pressure, but ultimately did not have to do that, Vair said.

After the operation, Spencer will be kept in a drug-induced coma for at least 48 hours. Doctors use the procedure because a comatose brain requires less oxygen. That helps preserve brain cells because blood vessels, compressed by pressure inside the skull, cannot deliver the regular amount of food and oxygen to them.

Spencer's setback means it will be Friday -- a full week after the shooting -- before he will be brought out of the coma.

"It's going to be a long few days," Vair said.

See wounded on page a2

Wounded: Honduras crime wave

Continued from page a1

Spencer's wife, Barb, and daughters, Leslie and Lindsay, are with him at the hospital.

Leslie Spencer-Hitchins, a French teacher at Bishop Smith High School in Pembroke, left for Honduras Wednesday morning.

Before his setback, Dennis Spencer appeared to respond to the voices of his wife and daughter.

Vair said Spencer opened his eyes and tried to talk when his wife spoke to him Tuesday afternoon. Later that evening, he did much the same when he heard Lindsay's voice.

Spencer was shot after his SUV was hijacked by two armed men. A passenger was forced into the backseat while Spencer was ordered to drive. Within minutes, a pickup truck with rival gang members pulled alongside and exchanged gunfire with the carjackers.

The shooting was part of a violent crime wave that has swept Honduras in recent weeks.

President Manuel Zelaya went on television Tuesday night to announce sweeping measures aimed at curbing organized crime in Honduras.

The country has witnessed a string of murders and more than 20 kidnappings in the past few days, the newspaper La Tribuna reported. Honduras, the paper noted, has become a regular stop for drug traffickers moving their goods north in small planes and boats.

Zelaya unveiled a security strategy that gives police wide-ranging power to intercept cellphone messages and use them in the prosecution of kidnappings and organized crime. Police, he said, will also be able to stop anyone driving a car without a licence plate or with tinted windows.

All cars entering or leaving the cities of San Pedro Sula and Tegucigalpa, the capital, will be subject to police search.

Zelaya also ordered the nation's armed forces to take control of prisons in San Pedro Sula and Tegucigalpa and to block telephone communication between prisoners and outsiders. Authorities believe crimes were being orchestrated by prison gang leaders.

Honduras now has one of the world's highest murder rates, with 4,473 slayings last year in a country of 7.3 million people.

A study by the International Relations and Security Network suggests a faltering economy, a 27-per-cent unemployment rate and a burgeoning drug trade have combined to fuel the country's crime epidemic.

Calgary student union apologizes over flag flap

Association official says issue has been misconstrued, describes 'outpouring of support' for Maple Leaf

BY KEITH BONNELL, CANWEST NEWS SERVICE APRIL 2, 2009



During the 1995 No Rally, held prior to the Quebec sovereignty referendum, a giant Canadian flag became a symbol of patriotism when Canadians rallied in Montreal to show their love and belief in a united Canada. A Calgary student union has caused an outcry after reports that the flag in the student centre was removed because it was a symbol of 'exclusion.'

Photograph by: Gordon Beck, Canwest News Services, Canwest News Service

They're sorry.

The student union at a Calgary college offered an apology to the entire country Wednesday after reports surfaced the group wasn't rehanging a giant Canadian flag because some considered it a symbol of "exclusion."

The Students Association of Mount Royal College made the apology, with an explanation, as a prominent Canadian historian slammed the original complaint as "idiocy."

The student group found itself in the crosshairs of upset students and nationalists this week over the fact a nine-metre Canadian flag hasn't been returned to the rafters of Wyckham House, a student centre, after a major renovation last fall.

The student union said it was planning to survey students about putting the flag back up after it received an unsigned letter objecting to the flag, claiming that "overt displays of patriotism can also be seen as exclusionary and even sometimes work to undermine democratic ideals."

Matt Koczur, the association's external vice-president, insisted the issue has been completely misconstrued.

He said Wednesday the association has received an "outpouring of support for the flag" since the issue became public.

"We'd just like to offer a sincere apology to any citizens of Canada who may have been offended or upset during the course of this misunderstanding," he said.

"We are definitely proud to be flying the Canadian flag within our halls."

The idea that the Canadian flag could be an exclusionary symbol was denounced by prominent Canadian historian Jack Granatstein.

"I just think it's idiotic," said Granatstein, who said the anonymous complaint was out of whack with how the vast majority of Canadians feel.

"It strikes me as pretty sad when people respond to any complaint from anybody."

Marc Chalifoux, executive director of the Dominion Institute, agreed.

"Both the flag and the Maple Leaf itself are seen as really defining elements of Canada," he said.

He said the flag furore and a recent controversy that saw a New Brunswick elementary school ban the singing of O Canada were both notable for the public backlash they created.

"I think we need to look at the popular reaction among the Canadians to see how deeply they care about these fundamental symbols," he said.

The large flag was originally put up at Mount Royal College as a personal initiative by a student leader in 2006.

Replacing the ensign, which Koczur said was damaged when it was being taken down during the renovations, would cost an estimated \$800.

Where a new flag would go, and just how big it would be, still need to be decided, Koczku said.

He said a smaller, 1.2-metre Canadian flag has been hung in place of the larger ensign as an interim

measure.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Lessons in empathy

BY KATE HEARTFIELD, THE OTTAWA CITIZEN APRIL 2, 2009

It didn't make sense to me at first. Jordan Cook, a 12-year-old boy, had been asked by his teacher to show me around an exhibit on the impact of inadequate sanitation. He didn't seem resentful or bored -- on the contrary.

He graciously led me through the model slum he and his classmates had spent weeks building out of cardboard. All the while, he was talking a steady stream of facts about the need for clean water in the developing world.

Several other boys crowded around, eager to make sure I didn't miss any information. Did I know, they asked, that girls in many African countries are the ones who have to leave safe areas to carry water? And that doing so made them vulnerable to sexual assault?

Jack Dulmage, 13, shook his head in a world-weary way. "It's sickening. I'm disgusted by how we act toward this issue. They saw it coming in the '60s and '70s."

I kept taking notes dutifully, trying to ignore how surreal it was to be having this adult conversation with students who should be worried about nothing more serious than video game scores. I was surrounded by a bunch of barely teenage boys, talking about fecal contamination, and not one of them giggled or made a joke. I noted the signs they'd tacked onto the walls of their "slum": "Longing for beauty," and "Where is humanity?"

Then Jordan said something, and it all clicked.

"Not everybody would be able to afford a toilet or even a thunderbox," he said.

It was his casual use of the slang word "thunderbox" that made it all make sense. Jordan and his classmates are rural kids -- rural Canadian kids. They know all about water worries and rudimentary sanitation. They know what thunderboxes are.

I was in Kemptville, at the local campus of the University of Guelph, in a gymnasium full of hundreds of area students. The United Nations Association of Canada, with the Upper Canada District School Board and the Canadian International Development Agency, organized a day-long event to teach young people about the importance of water and sanitation.

I met a woman named Lauren Alcorn there, who's working on a water-awareness project with Toronto youth. I asked her what she thought of my nascent theory that rural kids have an instant empathy for anyone who lacks access to clean water. She nodded.

"When we ask Toronto youth where the water comes from, they say 'the tap'," she said. "If you grow up in a rural setting and you have a well, you tend to know about it."

Kemptville is the heart of a rural area, dotted with horses and cows, just south of the Rideau River. The relationship with water is immediate. You can't grow up there without knowing something about ditches, culverts, wells and pumps.

And any Canadian who spends even a little bit of time away from cities knows about open-air toilets. When I hear "thunderbox," I think of Algonquin Park. There's even a blog about Canadian camping called The Thunderbox. (For the uninitiated, a thunderbox is an open-air toilet common in backcountry campsites. It is a hole covered by a box with a hinged lid.)

So when teachers tell Kemptville students that children around the world are dying because they don't have clean water and toilets, the students understand that. Kids know what it means to be thirsty, to be dirty. They know what diarrhea is. And rural kids, especially, know how heavy a bucket full of water is.

It was a six-year-old boy in Kemptville, Ryan Hreljac, who came home from school one day in 1998 and announced to his parents that he was going to build a well in Africa because poor children didn't have clean water.

He did extra chores and saved his change. Today, the Ryan's Well Foundation has built hundreds of wells in the developing world, serving half a million people.

This is, evidently, an issue that resonates with country kids. In the pragmatic rural Canadian psyche, there isn't much room for a taboo on toilet talk. As the Ryan's Well Foundation has demonstrated, that aspect of our culture has the potential to benefit the rest of the world.

Of course, it also makes it all the more shocking that Canada hasn't fixed its own water problems yet, especially on reserves. Jordan Cook took care to emphasize that when he gave me the tour of the model slum.

"It's not 'us and them'," is how his teacher at South Branch Elementary School, Rachelle Eves, explained it.

And that's how a lesson in sanitation becomes a lesson in empathy.

Kate Heartfield is a member of the Citizen's editorial board.

Blog: ottawacitizen.com/worldnextdoor

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Abolish Grade 10 standardized test

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 2, 2009

My fellow students' time and school resources across the province are being wasted. The cause is the Ontario Secondary Student Literacy Test (OSSLT). Today, along with 100,000 teens, I will write this test, a requirement for graduation, as a Grade 10 student at Canterbury High School. The provincial government should abolish it.

The OSSLT does not determine students' academic ability. Extensive time, effort, and revisions are used to create this test of following directions. We are marked not on the quality of writing, but the given number of paragraphs, using a topic sentences, and such. If we write too long, it is not marked (no matter how well it's written). This is not valuable learning for me.

The marks don't say much. After double scoring, each student (now reduced to a serial number) either passes or fails, simply told if we're successful in meeting the minimum standard for Grade 9. If someone (a Grade 10 student, even) isn't able to pass Grade 9, they wouldn't (or shouldn't) be able to graduate.

This test does have a huge effect, though, on the environment. Producing the paper for the practice test alone wasted enough electricity to light a home for nearly 20 years, polluted 200,000 litres of waste water, and released an amount of CO2 that would take a car 11.5 years of driving to do, not to mention 130,870 pounds of solid waste into our landfills. All to practise being told something we already know?

We all understand we have to get rid of unnecessary and wasteful practices. That is why I believe Ontario should discontinue the OSSLT.

Margaret Robson Gordon,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



April 2, 2009

Gap finally bridged

Riverside South-Barrhaven link over river gets city approval

By DEREK PUDDICOMBE, CITY HALL BUREAU

Riverside South residents will soon have a bridge to somewhere.

After years of waiting for a link to South Nepean over the Rideau River, the city has made its decision on the final design of the Strandherd-Armstrong bridge, which will connect Riverside South with Barrhaven and provide the much-needed "missing link" to the city's south-end transit system.

The city has approved an above-deck triple-arch-style bridge that will "act as a gateway to the nation's capital," according to a city document obtained by the Sun.

The chosen design, for which there is \$48 million (in 2007 dollars) budgeted, scored higher in the list of criteria than a below-deck arch-frame bridge design that was also in the running.

10-LANES WIDE

The bridge will connect with Prince of Wales Dr. on the north side of the Rideau River just west of the Chapman Mills Conservation Area and with Earl Armstrong Rd. on the south side just west of Riverside South.

The proposed bridge scored high for its cost, ease of construction, and pedestrian-friendly design, which blends in with the heritage of the river.

The bridge will have 10 lanes to accommodate traffic -- five for each direction, including three lanes for car and truck traffic, one for transit and a lane for cyclists.

Pedestrian sidewalks are also included in the plans and will be located on the outside east and west sections of the bridge.

"I think this will be an important gateway into the City of Ottawa," said Gloucester-South Nepean Coun. Steve Desroches, who represents about 4,000 residents living in Riverside South.

The document says the tender for the bridge will go out for bid next February. Construction is expected to begin later in the year or in 2011.

100-YEAR LIFE CYCLE

To keep costs down over the life of the bridge, the city says it's important to keep the structure "light," but the materials will be "high quality durable materials to minimize 100-year life-cycle cost."

Desroches said the bridge will help move along plans to bring light-rail transit to his community and will connect with park-and-ride lots planned for the area.

"This bridge is the missing link for improving transit and critical in connecting the two communities (Barrhaven and Riverside South)," he said.

The bridge will also relieve traffic on the Hunt Club bridge and the bridge in nearby Manotick, Desroches



An artist's rendition of a bridge over the Rideau River which will connect Riverside South with Barrhaven.

said. It will also help police, paramedics and firefighters respond to calls in the city's south end.

There is a public meeting today from 5-7 p.m. at the Walter Baker Centre in Barrhaven to discuss plans to extend Strandherd Dr. to Prince of Wales Dr., where the bridge will connect in South Nepean.

DEREK.PUDDICOMBE@SUNMEDIA.CA

canoe network ... cnews



April 2, 2009

Colonel By gets celeb boost Tom Green urges board not to close school

By BETH JOHNSTON, SUN MEDIA

When you've got Tom Green on your side, how can you lose?

The Canadian comedian posted a recommendation to the Ottawa-Carleton District School Board on his blog recently: Save his alma mater, Beacon Hill's Colonel By High School, from closure.

He's just one of many people outraged that the board would consider closing the province's only English public school to offer an International Baccalaureate.

The crowd of more than 400 gathered in the school's "cafetourium" last night laughed when Tim Tierney, president of the Beacon Hill North Community Association, announced Green is on board.

"This is the heart of the community," Tierney said to loud applause.

The 1,100-student non-semestered school -- which Maclean's magazine voted the third best school for academics in Canada in 2005 -- is one of three east-end high schools being considered for closure.

NOT ENOUGH STUDENTS

The board decided to conduct the review due to rapidly declining enrolment at nearby Rideau and Gloucester high schools. There aren't enough local secondary students in the district to support three schools, board staff have said.

An accommodation review committee (ARC) is collecting public input and will make a recommendation to the board about which school should close.

"It's all about creating options. It's all about making the school board do some homework," committee chairwoman Evelyne Power-Reid said last night.

Some frustrated parents suggested the board is really after the cash it would get for the school's large property.

"Is this just a land grab?" one man asked.

"If you're going to dispose of a school, why not the one that will get you the most money?"

"You can't just pave paradise and put up a parking lot," a woman said.

Singer Bryan Adams is also a Colonel By alumnus.

The ARC will bring the information from last night's meeting to the next meeting with the school board April 21.

BETH.JOHNSTON@SUNMEDIA.CA